



# FRANCE

# ÉDUCATION NATIONALE

# «On essore des enseignants déjà lessivés»

Rythme harassant, réformes «catastrophiques», moyens indigents: auteur d'un livre au vitriol sur l'institution, William Lafleur, alias «Monsieur le prof» sur les réseaux sociaux, revient sur ce qui l'a poussé à renoncer à l'enseignement.

Par  
**CÉCILE BOURGNEUF**  
Photo **LUDOVIC CARÈME**

**Q**uelle tête fait un élève quand la sonnerie retentit? Il a cet air ravi de celui qui comprend que le cours est terminé. Fin juin, William Lafleur prépare

pour ses classes de 5<sup>e</sup> un grand quiz vacances d'été. Le tout dernier sur le programme d'anglais de cours de William Lafleur, qui a l'année, avec des bonbons à la clé. décidé de démissionner après Les élèves sont à fond dans la com- douze ans d'enseignement. «J'au- pétition. Mais à l'heure de la récré, rais fait la même chose à leur place», remarque l'homme qui se définit les collégiens partent sans un mot pour leur enseignant. Un petit comme «un bon prof assez strict, au revoir, tout au plus. C'était leur qui s'est donné à fond». Avant dernier cours d'anglais avant les de quitter l'établissement, il a





quand même rempli ses poches de bonbons, comme un lot de consolation.

William Lafleur, 35 ans, n'en veut pas à ses élèves mais à «l'institution qui broie les enseignants». C'est ce qu'il répète dans les médias depuis la sortie de son livre *l'Ex Plus Beau Métier du monde* (Flammarion), une profession qu'il décrit à bout, maltraitée par la grosse machine de l'Education nationale. L'ouvrage est déjà un succès, sans doute aidé par la popularité de son auteur, suivi par des centaines de milliers d'internautes sur les réseaux sociaux, sous le pseudo de «Monsieur le prof». Un enseignant anonyme qui racontait au départ avec légèreté ses premières années dans le métier, avant de dénoncer les conséquences concrètes des réformes en cascade. Alors, quand il a eu l'idée de ce bouquin pour livrer un état des lieux de la crise traversée par la profession, son petit cadeau de départ à l'Education nationale, il a lancé un appel à témoignages.

En vingt-quatre heures, il en avait déjà récolté un millier. Au bout de deux mois, plus de 2400. Des récits de profs titulaires, de contractuels, de CPE, d'accompagnantes d'élèves en situation de handicap ou d'infirmières scolaires qui racontent un quotidien épuisant, violent. Un personnel soumis à une charge de travail toujours plus lourde pour pallier le manque de moyens et appliquer des injonctions ministérielles à répétition, en décalage avec la réalité du terrain. Un corps enseignant «qui en a gros sur la patate», d'autant plus qu'il souffre d'un manque de reconnaissance de l'institution et plus généralement de l'opinion publique, retournée par des années de «prof bashing».

### «C'EST LE GRAND SAUT DANS LE VIDE»

On rencontre l'ex-professeur d'anglais, crâne chauve et barbe noire, dans un café parisien, «soulagé»

d'être loin des salles de classe où il aurait dû faire sa rentrée le 4 septembre. Ce pince-sans-rire raconte ses débuts dans cette profession qu'il voulait embrasser «parce qu'elle avait du sens, avec une certaine place dans la société». Il est tombé de haut, dès le début. Diplôme du Capes en poche, William Lafleur habite Rennes (Ille-et-Vilaine) lorsqu'il est envoyé en 2011 dans un collège à Laval, en Mayenne, pour son premier poste de professeur stagiaire. Six classes lui échoient, de trois niveaux différents. «C'est le grand saut dans le vide, résume-t-il. Je ne savais pas ce que je devais faire en cours, ni comment gérer les élèves. Je n'avais rien appris de concret.»

En parallèle, il suit des formations de l'Education nationale, qui ont toujours un train de retard. Celle expliquant «comment préparer son premier cours»? Deux semaines après la rentrée. Celle sur les conseils de classe? Après les premiers conseils de classe. Et ainsi de suite. Sans compter la teneur de ces formations, qu'il estime hors sol: «On faisait des tours de table pour raconter nos petits problèmes, sans qu'on nous aide à les résoudre. Et, quand je demandais une réponse concrète, la formatrice me disait: "Chaque élève est unique, c'est à vous de trouver la formule magique."»

Alors il se révolte, demande que le groupe prépare des cours en commun. «On dit aux jeunes qu'il faut à tout prix faire les cours soi-même. Pour certains formateurs, les manuels scolaires, c'est même le diable alors que c'est un bon support, surtout les premières années, pour trouver des idées et des documents.» D'autant plus que les niveaux changent d'une année sur l'autre et que rien n'est jamais acquis: «Après dix ans d'expérience, ça va mieux bien sûr, mais quand même, on ne dit pas à un acteur qui joue la même

pièce: "C'est cool tu n'as rien à préparer." Non, il faut se remettre dans le bain, réapprendre son texte, le mettre à jour», illustre-t-il.

Cette première année d'enseignement, William Lafleur la passe très isolé, «à courir après le temps et à regarder les rails avec beaucoup d'insistance quand [je] prenais le train». Au deuxième trimestre, vient l'inspection, «les chocottes». Par chance, ça tombe sur sa meilleure classe. Tout se passe bien. Enfin, c'est ce qu'il croit. «L'inspecteur m'a démolé. Il trouvait que j'étais trop au cœur de ma leçon, que le savoir passait trop par moi. Il m'a même dit: "Le cours parfait, c'est le cours où le prof ne parle pas."» «Ah? Mais à quoi je sers, alors?» se demande le jeune prof.

### «BLANQUER NOUS ÉCRASAIT»

L'année suivante, il devient professeur titulaire, dans l'académie de Versailles. Pas de poste fixe, il a le statut de «TZR», titulaire d'une zone de remplacement. Son secteur: le sud des Yvelines. Son loyer coûte deux fois plus cher que celui de son précédent logement, pour une superficie deux fois plus petite. Il a droit à une prime de 1000 euros «qu'il faut réclamer» mais gagne le même salaire, 1665 euros net par mois. «Pas cher payé pour toutes ces années d'étude», se dit-il, mais pas de quoi se plaindre, d'autant qu'il est le membre de sa famille le mieux rémunéré. Dix ans plus tard, ce sera l'inverse.

A quelques jours de la rentrée, il apprend son affectation dans deux collèges, à la Celle-Saint-Cloud et à Trappes, toujours dans les Yvelines. «Trappes, ça évoque tout un imaginaire, donc ça m'a glacé le sang au départ alors que ça s'est très bien passé là-bas. Le collège était bien géré alors que c'était l'inverse dans l'autre établissement où je galérais avec les élèves, sans soutien de la hiérarchie.»





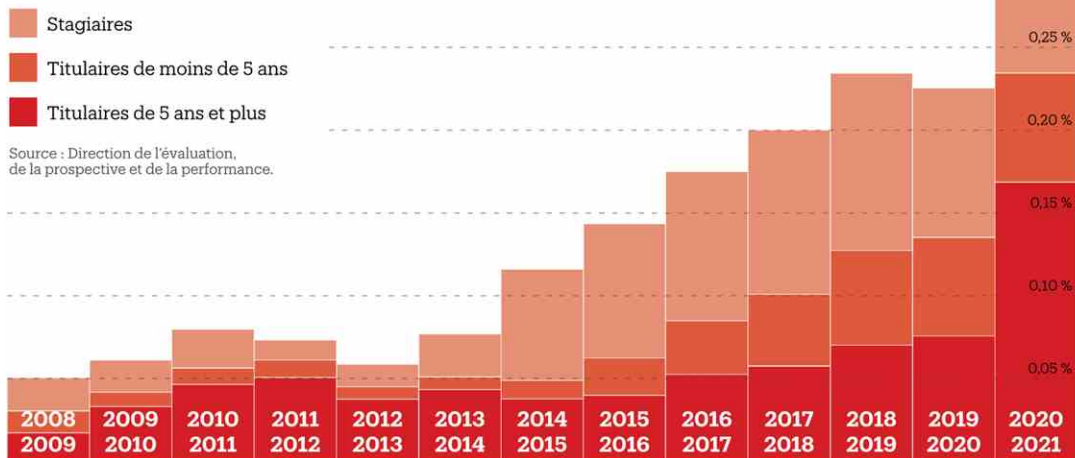
Mais à la fin de son premier jour, il fond en larmes au milieu d'un supermarché.

William Lafleur reste TZR quatre ans. Quatre ans «à bosser tout le temps», le soir, le week-end, les vacances. «J'apprenais mes affectations du jour au lendemain. Je ne pouvais jamais préparer mes cours à l'avance ni tisser de liens avec les autres profs qui voyaient les remplaçants défiler.» Pour tenir, il alimente son compte Twitter (renommé X) dans lequel il incarne un prof diabolique. Sa façon de dédramatiser les choses. Comme ce jour où une élève lui balance un stylo en plein visage. A la récré, il tweete : «Elle est mauvaise en anglais mais au moins elle vise bien.»

En 2016, terminé les remplacements, il est muté dans un lycée à Rambouillet, dans les Yvelines,

## De plus en plus de profs claquent la porte

Evolution du taux de départs définitifs volontaires parmi les enseignants en poste à l'Education nationale à la rentrée, par ancienneté



où il reste quatre ans. «Je faisais enfin partie d'une équipe. C'était un luxe de savoir quel niveau j'aurais juste avant l'été pour bien me préparer pendant les vacances.» Mais il déchantait vite. La dotation horaire globale – le nombre d'heures allouées chaque semaine par les rectorats

aux établissements en fonction du nombre de classes ou des options – diminue «comme peau de chagrin» au fil des ans. En dehors des heures de cours obligatoires, «il ne reste pas grand-chose à se partager» pour mieux accompagner les élèves grâce à des heures de soutien ou des cours en demi-groupe. William La-

fleur passe de 18 à 36 élèves dans ses cours d'anglais.

Les cinq années passées par Jean-Michel Blanquer à la tête de l'Education nationale ne vont rien arranger, au contraire. «C'était très violent. Il avait son bulldozer et il nous écrasait avec», résume-t-il en retraçant les «atroces années Co-





vid, avec un ministre qui assurait que tout allait bien» et le «passage en force» de la réforme du bac de 2019 malgré les nombreux mouvements de protestation. Il en décrit les conséquences «catastrophiques» avec un programme à suivre au pas de charge, modifié au fil des ajustements de la réforme. Sous pression, tout le monde craque, les élèves comme les profs, transformés en «machines à évaluer». William Lafleur en voit régulièrement pleurer dans les couloirs.

«On aurait aimé qu'on nous écoute depuis le début plutôt que de se servir des élèves comme de cobayes sur qui on expérimente de nouvelles méthodes», juge-t-il alors que le nouveau ministre de l'Éducation, Gabriel Attal, a annoncé que les épreuves de spécialités seront finalement reportées de mars à juin. William Lafleur souhaite désormais «bon courage» à ses collègues au moment de la mise en place du «pacte enseignant», qui consiste à effectuer de nouvelles missions en échange d'une rémunération. «C'est travailler plus pour coûter moins», décrypte-t-il. Plutôt que d'ouvrir des postes qui coûtent cher, on augmente les heures. Deux heures supplémentaires par prof ce sont des millions d'euros d'économisés. On espère des professeurs déjà lessivés alors qu'ils travaillent plus que la moyenne des pays de l'OCDE.»

### TOUJOURS PLUS DE DÉPARTS

Lui a décidé de raccrocher après avoir espéré «un nouveau souffle», lorsqu'il est enfin parvenu à changer d'académie en 2020, direction Toulouse. Il gagne pour la première fois un peu plus de 2000 euros, «avec 450 euros d'essence et d'autoroute pour aller au travail», précise-t-il. En changeant d'académie, il retourne en arrière, avec un statut de remplaçant titulaire qui navigue entre deux collèges. En octobre 2022,

il est reçu au rectorat pour sa demande de rupture conventionnelle. Pour cette «sorte d'entretien d'embauche inversé», il amène un dossier béton, avec plusieurs projets de bande dessinée et d'écriture pour motiver les raisons de son départ. «Le RH m'a dit que l'éducation nationale ne voulait pas que les profs prennent la rupture conventionnelle, pour éviter de payer les allocations chômage.» On lui promet une réponse en mars. Pas de nouvelles. Il relance plusieurs fois avant de recevoir une réponse négative fin mai pour «nécessité de service». Face à la pénurie de profs, ce n'est pas le moment de partir.

William Lafleur envoie dès le lendemain sa lettre de démission. Fin juin, il reçoit cette fois une réponse positive. «C'était plus économique de me pousser à la démission que d'accepter la rupture conventionnelle.» Il n'est pas le seul à quitter le navire. Les départs définitifs volontaires, démissions et ruptures conventionnelles, ne font qu'augmenter: 2411 enseignants du public ont définitivement quitté l'éducation nationale pendant l'année scolaire 2020-2021, selon le dernier «panorama statistique des personnels de l'enseignement scolaire», publié par le ministère. Certes, au vu du nombre d'enseignants, cela ne représente que 0,34% des effectifs.

Reste qu'en dix ans, les démissions ont été multipliées par quatre, sans compter la période entre 2019 et 2020 qui a vu leur nombre exploser en raison de l'épidémie de Covid-19 et de la loi permettant à tous les agents de la fonction publique de demander une rupture conventionnelle depuis 2020. Mais combien de demandes de démissions et de ruptures conventionnelles sont-elles refusées chaque année, empêchant les enseignants de partir? Interrogé par Libération, le ministère botte en touche. «J'ai fait toute la dernière année scolaire alors que j'avais demandé à partir dès

le début, retrace William Lafleur. C'est inconscient, alors que je suis en contact avec des centaines d'enfants chaque jour. Je pourrais péter un plomb, faire des cours horribles ou mêmes abandonner mon poste mais non, l'éducation nationale compte toujours sur notre bonne volonté.» Jusqu'à quand? ◀





William Lafleur, le 6 septembre à Paris.

